


|  Public Works and Government Services Canada | | Travaux publics et Services gouvernementaux Canada | | N° du document21301-146122/A | | Part - Partie 1 of - de 2 See Part 2 for Clauses and Conditions Voir Partie 2 pour Clauses et Conditions | | | |
|--|--------------------------|---|-----------------------|------------------------------|----------------------|--|--------------|---------------------------------|------------------------------|
| Item Article | Description | Dest. Code Dest. | Inv. Code Fact. | Qty Qté | U. of I. U. de D. | Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM Destination | Plant/Usine | Delivery Req. Livraison Req. | Del. Offered Liv. offerte |
| 1 | Asphalte Divers endroits | 21301 | 21301 | 1 | LOT | \$ | XXXXXXXXXXXX | . | |

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Avis de communication
5. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Non applicable

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

1. Exigences relatives à la sécurité

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité (formulaire à compléter pour les commandes subséquentes)
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Instrument de commande
8. Limite des commandes subséquentes
9. Limitation financière
10. Ordre de priorité des documents
11. Attestations (non applicable)
12. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des besoins
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Clauses du guide des CCUA
7. Exigences en matière d'assurance
8. Procédures d'autorisation des commandes subséquentes

Liste des annexes :

| | |
|----------|---|
| Annexe “ | Cahier des charges - Énoncé des travaux |
| Annexe “ | Bordereau de soumission |
| Annexe ” | Liste des Administrateurs |

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent: 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent

- | | |
|----------|---|
| Annexe “ | Cahier des charges - Énoncé des travaux |
| Annexe “ | Bordereau de soumission |
| Annexe ” | Liste des Administrateurs |

2. Sommaire

Demande de services pour un entrepreneur en réparation de surfaces pavées pour le Service Correctionnel du Canada situé dans divers endroits: Laval, St-Anne-des-Plaines, Joliette, Drummondville, Cowansville, La Macaza, Donnacona et Port-Cartier.

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1er septembre 2013 au 31 août 2015, avec possibilité de deux (2) années d'options.

3. Exigences relatives à la sécurité

Solicitation No. - N° de l'invitation

21301-146122/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc065

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21301-14-6122

File No. - N° du dossier

MTC-3-36096

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Une enquête de sécurité pour les commandes subséquentes (contrat seulement) sera demandée pour chacune des personnes devant avoir accès aux locaux du Service Correctionnel du Canada

4. Avis de communication

À titre de courtoisie, le gouvernement du Canada demande aux offrants retenus d'aviser au préalable le responsable de l'offre à commandes de leur intention de rendre public une annonce relative à l'émission d'une offre à commandes.

5. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande d'offre à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commande dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur offre n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrans qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2013-06-01) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrans devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrans. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrans.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrans peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrans acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre financière (1 copie papier)

Section II: attestations

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe "Bordereau de soumission". Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente du Québec doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Section II: Attestations

Non applicable

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

- Bordereau de soumission: à être complété en entier par édifice . Il est possible de soumettre des prix pour un seul édifice et, si tel est le cas,
- Détenir une licence de la Régie du Bâtiment du Québec appropriée pour exécuter les travaux.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Évaluation du prix

Clause du guide des CCUA M0222T (2013/04/25) Évaluation du prix

1.2.2 Méthode d'évaluation du prix

Pour fin d'évaluation, la quantité estimative du bordereau de soumission - sera multiplié par le prix unitaire soumis dans les cases correspondantes pour obtenir un **total par édifice**.

2. Méthode de sélection

- 2.1 Clause du guide des CCUA M0031T (25/05/07), Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement

- 2.2 Jusqu'à cinq (5) offres à commandes pourront être octroyées, soit:
Laval, Ste-Anne-des-Plaines, Joliette
Donnacona
Port-Cartier
La Macaza
Drummondville et Cowansville

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Non applicable

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

1. Exigences relatives à la sécurité

Une enquête de sécurité pour les commandes subséquentes (contrat seulement) sera demandée pour chacune des personnes devant avoir accès aux locaux du Service Correctionnel du Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation

21301-146122/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc065

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21301-14-6122

File No. - N° du dossier

MTC-3-36096

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

- 1.1** L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'Annexe "Cahier des charges".

2. Exigences relatives à la sécurité

Une enquête de sécurité pour les commandes subséquentes (contrat seulement) sera demandée pour chacune des personnes devant avoir accès aux locaux du Service Correctionnel du Canada

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2005 (2012/11/19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1er septembre 2013 au 31 août 2015.

4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) périodes supplémentaires d'un (1) an chacun, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Diane Duval
Titre : Agent d'approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : 800 rue de La Gauchetière Ouest, bureau 7300
Montréal (Québec) H5A 1L6
Téléphone : (514) 496-3864
Télécopieur : (514) 496-3822
Courriel : diane.duval@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.3 Représentant de l'offrant

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

6. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : SCC Service Correctionnel du Canada

7. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire *PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes*, ou un document électronique.

8. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 40 000.00\$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

9. Limitation financière

Limitation financière - totale

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____\$, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou quatre (4) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012/11/19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C (2013/06/27), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante. ;
- e) Annexe "Cahier des charges" - Énoncé des travaux (déjà en votre possession);
- f) Annexe - Bordereau de soumission;
- g) l'offre de l'offrant en date du _____. « clarifiée le _____ »

Solicitation No. - N° de l'invitation

21301-146122/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc065

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

21301-14-6122

MTC-3-36096

11. Attestations

Non applicable

12. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur dans la province de _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010C (2013/06/27), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement - Prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé dans le Bordereau de Soumission selon un montant total spécifié dans la commande subséquente. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

4.2 Paiements multiples

Clause du guide des CCUA H1001C (12/05/08), Paiements multiples

4.3 Clauses du guide des CCUA

A2000C(16/06/06), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

A9117C(30/11/07), T1204 - demande directe du ministère client

C0711C(12/05/08), Contrôle du temps

5. Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par :

- a) une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

6. Clauses du guide des CCUA

A9039C(12/05/08), Récupération

A9068C(11/01/10), Règlements concernant les emplacements du Gouvernement

7. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues ci-dessous. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par

l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

- b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du

Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

8. Procédures d'autorisation des commandes subséquentes

Pour chaque commande subséquente, le responsable de projet :

- I Identifiera le niveau de sécurité requis pour l'offrant, son personnel ou sous-traitant pour l'exécution des travaux selon l'endroit dans l'immeuble visé par les travaux.

Solicitation No. - N° de l'invitation

21301-146122/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc065

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21301-14-6122

File No. - N° du dossier

MTC-3-36096

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe « Cahier de charges »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

(Voir document "PDF")

Solicitation No. - N° de l'invitation

21301-146122/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc065

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21301-14-6122

File No. - N° du dossier

MTC-3-36096

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe « Bordereau de Soumission »

(Voir le document "PDF")

Solicitation No. - N° de l'invitation
21301-146122/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
mtc065

Client Ref. No. - N° de réf. du client
21301-14-6122

File No. - N° du dossier
MTC-3-36096

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

**ANNEXE
LISTE ADMINISTRATEURS**

**LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT
ADMINISTRATEURS DU SOUMISSIONNAIRE**

***AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES
INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE***

| <i>NOM</i> | <i>PRÉNOM</i> | <i>TITRE</i> |
|-------------------|----------------------|---------------------|
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada



LA SÉCURITÉ,
LA DIGNITÉ
ET LE RESPECT
POUR TOUS

SAFETY, RESPECT
AND DIGNITY
FOR ALL

Établissements du complexe Sainte-Anne-des-Plaines (341-342-343)

Établissements du complexe Laval (302-307-312-320)

Établissement Joliette (325)

Établissement Drummond (345)

Établissement Cowansville (350)

Établissement La Macaza (352)

Établissement Donnacona (321)

Établissement Port-Cartier (368)

Réparations de surface pavées

(N.D.:830-1)

Juin 2013

Canada



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

TABLE DES MATIÈRES

1.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

Section 01 14 00 – Exigences générales

Section 01 14 10 - Exigences en matière de sécurité

Section 01 61 00 - Matériaux et équipements

Section 01 74 11 - Nettoyage

1.2 AMÉNAGEMENT DE L'EMPLACEMENT

Section 32 01 18 - Évidement et scellement de fissures de chaussées

Section 32 11 23 - Couche de base granulaire

Section 32 12 15 - Couche de bitume d'accrochage

Section 32 12 16 - Revêtement de chaussée bitumineux

ANNEXES

Formulaire SCC-1279 | Demande de vérification du dossier au CIPC pour
l'accès à un établissement

Norme 4401 – Transports Québec

Norme 6325-6 – Transports Québec



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

1.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. DESCRIPTION DES TRAVAUX

1.1.1. Les travaux faisant l'objet de cette offre à commande comprennent sans s'y restreindre : La fourniture, la main-d'œuvre qualifiée et l'outillage requis pour la réfection de surfaces asphaltées des établissements suivants :

- a) Collège du personnel
5500, Boulevard Lévesque
Laval, H7C 1P1
- b) Centre régional des services
250 Montée St-François
Laval, H7C 1S5
- c) Établissement Montée St-François,
600, Montée St-François,
Laval, H7C 1S5
- d) Centre fédéral de formation
6099, boulevard Lévesque
Laval, H7C 1P1
- e) Établissement Leclerc
400 Montée St-François
Laval, H7C 1S5
- f) Établissement Archambault
242 Montée Gagnon
Ste-Anne des Plaines, J0N 1H0
- g) Centre régional de réception
246 Montée Gagnon,
Ste-Anne-des-Plaines, J0N 1H0
- h) Établissement Ste-Anne-des-Plaines
244, Montée Gagnon,
Sainte-Anne-des-Plaines, J0N 1H0
- i) Établissement Joliette
400, rue Marsolais,
Joliette, J6E 8V4
- j) Établissement Drummond
2025, Boul Jean de Brébeuf,
Drummondville, J2B 7Z6

- k) Établissement Donnacona
1537 route 138
Donnacona, G3M 1C9
- l) Établissement Cowansville
400 Rue Fordyce,
Cowansville, J2K 3N7
- m) Établissement La Macaza
321 Chemin de l'Aéroport
La Macaza, J0T 1R0
- n) Établissement Port-Cartier
1 Chemin de l'Aéroport,
C.P. 7070
Port-Cartier, G5B 2W2

- 1.1.2. La durée de cette offre à commande est spécifiée dans la demande de soumission.
- 1.1.3. Les surfaces de pavages qui seront sujets à une réfection seront indiquées sur les plans fournis par le représentant du département des travaux de l'établissement pour chacune des commandes subséquentes.

1.2. DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.

- 1.2.1. L'entrepreneur doit débiter les travaux au plus tard dans les 10 jours ouvrables suivant l'octroi d'une commande subséquente ou en respectant la date indiquée sur le bon de commande et procéder avec diligence jusqu'à l'achèvement total des travaux.
- 1.2.2. Si les travaux ne peuvent être exécutés ou sont interrompus à cause de la mauvaise température, l'entrepreneur devra revenir sur les lieux et exécuter les travaux dans un délai de 5 jours après le retour du beau temps.

1.3. CODES

- 1.3.1. Exécuter les travaux conformément au code national du bâtiment du Canada (CNB) et à tout autre code provincial ou local qui s'applique. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes prévaudront.
- 1.3.2. Exécuter les travaux de manière à satisfaire à toutes les exigences :
 - a) des documents contractuels;
 - b) des normes et codes spécifiés ainsi que des autres documents cités en référence

1.4. DOCUMENTS REQUIS

- 1.4.1. Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants:
 - a) dessins contractuels et description des travaux de la commande subséquente;
 - b) le présent devis;
- 1.4.2. autorisations de modification;

1.5. CALENDRIER DES TRAVAUX

- 1.5.1. Dans les 5 jours ouvrables suivant l'attribution d'une commande subséquente, soumettre un calendrier des travaux indiquant l'avancement des diverses étapes du projet et la date d'achèvement des travaux, lesquels devront être terminés dans les délais spécifiés par le représentant du département des travaux de l'établissement.
- 1.5.2. Des révisions provisoires de l'état d'avancement des travaux, d'après le calendrier d'exécution soumis, seront effectuées au gré du représentant du département des travaux de l'établissement. Le calendrier sera mis à jour par l'entrepreneur avec la collaboration et l'approbation du représentant du département des travaux de l'établissement.
- 1.5.3. Exécuter les travaux du lundi au vendredi, dans la période de temps prescrite par le représentant du département des travaux de l'établissement.

1.6. DISPOSITIFS DE SIGNALISATION

- 1.6.1. L'entrepreneur devra fournir, installer et entretenir les dispositifs de signalisation temporaires.

1.7. VISITE DE CHANTIER

- 1.7.1. Dans le cadre de cette offre à commande, il n'y aura pas de visite.
- 1.7.2. À moins d'avis contraire du représentant de l'établissement, une visite des lieux s'imposera dans les cas suivants seulement:
 - a) Lors de l'attribution du premier mandat par l'établissement.
 - b) Lors de l'attribution d'une commande particulière selon le jugement de l'entrepreneur et du représentant de l'établissement.
- 1.7.3. S'il dans un autre cas il est désiré de visiter les lieux lors des commandes subséquentes, il faudra en faire la demande. Pour des raisons de sécurité à l'intérieur du pénitencier, la visite des lieux se fera à heure fixe, à un moment déterminé en concertation avec l'autorité contractante.

1.8. UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

- 1.8.1. Ne pas accumuler indûment de matériaux ni de matériel de façon à encombrer les lieux.
- 1.8.2. L'entrepreneur doit assurer, en tout temps l'accès aux lieux pour le personnel et les véhicules du Service.

- 1.8.3. Obtempérer avec les autorités en place. L'entrepreneur, dans les 5 jours ouvrables, devra fournir pour approbation au représentant du département des travaux de l'établissement, les procédures qu'il compte entreprendre pour la réalisation du projet; la cédule des travaux, les mesures temporaires de circulation et de sécurité, etc....
- 1.8.4. Faire déplacer les véhicules qui peuvent être endommagés lors des travaux. L'entrepreneur devra, suite à des dommages causés à un ou plusieurs véhicules ou autres éléments sur le site, procéder à la réparation ou/et le remplacement par des professionnels autorisés, à la satisfaction de le représentant du département des travaux de l'établissement.

1.9. EMPLACEMENT DES APPAREILS ET DES ÉQUIPEMENTS DIVERS

- 1.9.1. L'emplacement des appareils et équipements divers en surface ou souterrains indiqués sur les plans ou prescrits, doit être considéré comme approximatif.
- 1.9.2. Lorsque le représentant du département des travaux de l'établissement le demande, soumettre des plans de repérage indiquant la position relative des divers équipements et réseaux découvert dans le secteur des travaux.

1.10. RAGRÉAGE

- 1.10.1. Ragrée comme l'existant tout élément endommagé lors des travaux. Remettre en état les surfaces endommagées par la machinerie lourde.

1.11. ÉLIMINATION DES EXCAVATIONS.

- 1.11.1. Se débarrasser de tous les matériaux inutiles qui ne sont pas récupérés ni réutilisés. Procéder à l'élimination des excavations en dehors du chantier, selon les règles contre la pollution et en défrayer les coûts le cas échéant.

1.12. DESSINS SUPPLÉMENTAIRES

- 1.12.1. Le représentant du département des travaux de l'établissement peut fournir à l'entrepreneur des dessins supplémentaires aux fins de clarification. Ces dessins supplémentaires auront la même signification et la même portée que s'ils faisaient partie des documents contractuels.
- 1.12.2. Les mesures prises sur le site seront transcrites sur les dessins afin de faciliter l'interprétation des dimensions des surfaces visées par les travaux. Toutes les surfaces à ragréer figurant sur les plans seront également marquées sur le site avec des marques fluorescentes à même le sol par le représentant du département des travaux de l'établissement.

FIN DE LA SECTION

1. GÉNÉRALITÉS

1.1 OBJET

Veiller à ce que le projet de construction et les activités de l'établissement se déroulent sans contretemps ni empêchement indus et à ce que la sécurité de l'établissement soit maintenue en tout temps.

1.2 DEFINITIONS

1.2.1. « objets interdits » :

- a) Substances intoxicantes, incluant l'alcool, les drogues ou les stupéfiants ;
- b) Armes ou leurs pièces, munitions ainsi que tous objets conçus pour tuer, blesser ou immobiliser ou modifiés ou assemblés à ces fins, dont la possession n'a pas été autorisée;
- c) explosifs ou bombes, ou leurs pièces;
- d) les montants d'argent, excédant les plafonds réglementaires;

NOTE SPÉCIALE : Vérifier le Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (DORS/92-620) : limite de 50.00\$ dans un établissement à sécurité minimale, limite de 25.00\$ dans un établissement à sécurité moyenne, maximale ou à niveaux multiples.

- e) toutes autres choses possédées sans autorisation et susceptibles de mettre en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier.

1.2.2 Les produits du tabac et produits associés, incluant mais ne se limitant pas aux cigarettes, cigares, tabac, tabac à chiquer confectionneuses de cigarettes, allumettes et briquets sont considérés comme des objets non autorisés.

- a) « véhicule commercial » Véhicule destiné au transport du matériel, de l'équipement ou des outils nécessaires au projet de construction.
- b) « SCC » Service correctionnel du Canada.
- c) directeur » Directeur ou surintendant de l'établissement, selon le cas.
- d) « employé de la construction » Employé de l'entrepreneur principal, de l'un des sous-entrepreneurs, des conducteurs de matériel, des fournisseurs de matériel, des entreprises d'évaluation ou d'inspection ou des organismes de réglementation.
- e) « ingénieur » Gestionnaire du projet, de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- f) « périmètre » Aire de l'établissement entouré de clôtures ou de murs empêchant la circulation des détenus.
- g) « enceinte de construction » Aire où, comme l'indiquent les plans du projet, l'entrepreneur a l'autorisation de travailler. Celle-ci peut être isolée de l'enceinte de sécurité de l'établissement.

NOTE SPÉCIALE : Une brève description de l'enceinte de construction doit être incluse ci-après.

1.3 MESURES PRÉLIMINAIRES

1.3.1 Avant le commencement des travaux, l'entrepreneur doit rencontrer le directeur ou son représentant afin :

- a) de discuter de la nature et de l'étendue des activités liées au projet;
- b) d'établir des mesures de sécurité acceptables de part et d'autre, conformément à la présente directive et aux besoins spécifiques de l'établissement.

1.3.2 L'entrepreneur doit :

- a) veiller à informer les employés de la construction des exigences en matière de sécurité.
- b) veiller à ce que les exigences en matière de sécurité soient toujours affichées bien en vue sur le chantier.
- c) collaborer avec le personnel de l'établissement pour voir à ce que les employés de la construction respectent les exigences en matière de sécurité.

1.4 EMPLOYÉS DE LA CONSTRUCTION

1.4.1 Remettre au directeur la liste des noms et des dates de naissance de tous les employés devant travailler sur le chantier de construction, ainsi que la demande d'autorisation de sécurité de chacun.

NOTE SPÉCIALE : Dans certains établissements, les exigences sont moindres relatives à des employés qui ne travailleront sur le chantier que pour une très brève période.

1.4.2 Prévoir deux (2) semaines pour le traitement des demandes d'autorisation de sécurité. Aucun employé ne sera admis à l'établissement sans autorisation de sécurité dûment approuvée ni carte d'identité avec photo récente, tel le permis de conduire d'une province. Les autorisations de sécurité sont propres à chaque établissement du SCC.

1.4.3 Le directeur peut exiger que les visages des employés soient photographiés afin que les photographies soient affichées aux endroits voulus de l'établissement ou versées dans une base de données pour les besoins de l'identification. En outre, le directeur peut exiger que les employés de la construction portent leur photo bien en évidence sur leurs vêtements lorsque les employés sont sur le terrain de l'établissement.

NOTE SPÉCIALE : Vérifier le mode de réglementation de ce point auprès de l'établissement.

1.4.4 L'entrée sur les lieux de l'établissement est interdite à toute personne dont on a des motifs de croire qu'elle présente un risque pour la sécurité.

1.4.5 Tout employé travaillant sur le chantier de construction est immédiatement expulsé des lieux de l'établissement :

- a) s'il semble être sous l'empire de l'alcool, de la drogue ou de stupéfiants;
- b) s'il a une conduite anormale ou désordonnée;
- c) s'il possède des objets interdits.

1.5 VEHICULES

1.5.1 Toute personne laissant un véhicule sans surveillance sur les lieux du SCC doit en fermer les fenêtres et en verrouiller les portières et les coffres. Le propriétaire du véhicule ou l'employé de l'entreprise propriétaire doit veiller à garder les clés en sécurité sur sa personne.

NOTE SPÉCIALE : L'établissement peut exiger que tous les véhicules et l'équipement motorisé soient munis d'un dispositif permettant de verrouiller le bouchon du réservoir d'essence.

1.5.2 À tout moment, le directeur peut limiter le nombre et le type de véhicules permis dans l'enceinte de l'établissement.

1.5.3 Les livreurs de matériel nécessaire au projet ne sont pas tenus de faire l'objet d'une autorisation de sécurité, mais ils ne doivent pas s'éloigner de leur véhicule dans l'établissement, et le directeur peut exiger qu'ils soient accompagnés par des employés de l'établissement.

NOTE SPÉCIALE : Dans certains établissements, tous les livreurs doivent obtenir une autorisation de sécurité.

1.5.4 Si le directeur permet qu'on laisse des remorques dans l'enceinte de sécurité de l'établissement, les portes de celles-ci doivent être verrouillées en tout temps, comme doivent aussi l'être les fenêtres, quand les remorques sont laissées inoccupées. Les fenêtres seront protégées par un treillis en métal déployé.

1.6 STATIONNEMENT

1.6.1 Le directeur désigne les aires de stationnement autorisées des véhicules des employés de la construction. Si les employés stationnent ailleurs, leur véhicule peut être enlevé.

1.7 ENVOIS

- 7.1.1 Tout envoi de matériel, d'équipement ou d'outils pour le projet doit être adressé à l'entrepreneur pour bien le distinguer des envois destinés à l'établissement. L'entrepreneur doit veiller à ce que ses employés soient sur place pour recevoir les envois, car le personnel du SCC n'acceptera **aucun** envoi de matériel, d'équipement ou d'outils destinés au projet.

1.8 TELEPHONES

- 1.8.1 Toute installation de téléphone, de télécopieur ou d'ordinateur muni d'une connexion Internet doit être approuvée par le directeur.
- 1.8.2 Le directeur doit veiller à ce que les téléphones, les télécopieurs et les ordinateurs munis d'une connexion Internet ne soient pas installés dans un lieu accessible aux détenus. L'accès aux ordinateurs est protégé au moyen d'un mot de passe, interdisant ainsi toute connexion Internet au personnel non autorisé.
- 1.8.3 Sauf autorisation expresse du directeur, les téléphones cellulaires ou numériques sans fil, incluant mais non limités aux appareils de messagerie, téléavertisseurs, BlackBerries, téléphones utilisés comme radios bidirectionnelles, sont interdits dans l'établissement. Même s'ils sont permis, les téléphones cellulaires ne peuvent être utilisés par les détenus.
- 1.8.4 Le directeur peut approuver mais limiter l'utilisation de radios bidirectionnelles.

NOTE SPÉCIALE : Dans quelques établissements, les téléphones cellulaires ou numériques ou les radios bidirectionnelles sont permis, mais selon certaines conditions. Par exemple, on peut exiger qu'ils ne soient pas utilisés dans des zones accessibles aux détenus.

1.9 HEURES DE TRAVAIL

- 1.9.1 La semaine de travail s'étend du lundi au vendredi, de 7 h 30 à 16 h chaque jour.

NOTE SPÉCIALE : Les heures de travail varient d'un établissement à l'autre. Il convient de les vérifier auprès de l'établissement concerné et de consulter le paragraphe relatif aux horaires de la section 01007.

- 1.9.2 Le travail n'est pas permis les fins de semaine ni les jours de congés fériés sans l'autorisation expresse du directeur, qu'il faut demander au moins sept jours à l'avance.

NOTE SPÉCIALE : Dans certains établissements, ce délai est parfois moins long. Il convient donc de vérifier.

1.10 TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE

1.10.1 La permission du directeur est requise pour tout travail supplémentaire. En outre, un préavis de quarante-huit heures est nécessaire avant d'exécuter des travaux supplémentaires autorisés. S'il faut travailler des heures supplémentaires pour accomplir une tâche urgente, par exemple, pour couler du béton ou pour assurer la sécurité de la construction, l'entrepreneur doit en aviser le directeur dès qu'il est lui-même mis au fait d'une telle nécessité, puis suivre les instructions du directeur. Les coûts connexes supportés par l'État peuvent être imputés à l'entrepreneur.

NOTE SPÉCIALE : Dans certains établissements, ce délai est parfois moins long. Il convient donc de vérifier.

1.10.2 Quand il faut effectuer des heures supplémentaires ou travailler la fin de semaine ou un jour de congé férié, et que ce travail supplémentaire est autorisé par le directeur, celui-ci ou la personne qu'il désigne affecte des employés additionnels à la surveillance. L'ingénieur peut par ailleurs affecter du personnel supplémentaire à l'inspection des activités de construction. Les coûts liés à cette affectation peuvent faire l'objet d'une réclamation par l'État.

1.11 OUTILS ET ÉQUIPEMENTS

1.11.1 Tenir la liste complète des outils et des équipements utilisés au cours du projet de construction. Soumettre la liste à l'inspection quand il le faut.

NOTE SPÉCIALE : Obtenir de l'établissement la liste des outils et des équipements interdits/à usage restreint qui sont prohibés pour un projet. Insérer la liste ci-après.

1.11.2 Tenir à jour la liste des outils et des équipements tout au long du projet de construction.

1.11.3 Ne jamais laisser les outils sans surveillance, particulièrement les outils mécaniques, les outils munis de cartouches, les cartouches, les limes, les lames à scie, les scies au carbure, les fils, les cordes, les échelles et tout ce qui sert à lever (crics, vérins, etc.).

1.11.4 Entreposer les outils et les équipements en un lieu sûr autorisé.

1.11.5 Verrouiller tous les coffres à outils après usage. Les employés de l'entrepreneur doivent garder les clés avec eux en tout temps. Fixer et verrouiller les échafaudages non érigés ; quand érigés, les échafaudages devront être fixés de façon sécuritaire à la satisfaction du représentant de l'établissement.

1.11.6 Aviser immédiatement le directeur de toute perte ou disparition d'outil ou d'équipement.

- 1.11.7 Le directeur doit veiller à ce que le personnel de sécurité effectue des contrôles des outils et des équipements de l'entrepreneur, en fonction de la liste fournie par celui-ci, aux moments suivants :
- a) au début et à la fin de chaque projet de construction;
 - b) chaque semaine, si le projet dure plus d'une semaine

NOTE SPÉCIALE : Certains établissements exigent de retirer quotidiennement les outils et les équipements du lieu de travail (p. ex. un milieu occupé).

- 1.11.8 Certains outils/équipements telles les cartouches et les lames de scie à métaux sont des articles dont le contrôle est très serré. L'entrepreneur reçoit au début de la journée une quantité suffisante pour le travail d'une journée. Les lames/cartouches utilisées sont remises au représentant du directeur à la fin de chaque jour.

NOTE SPÉCIALE : La façon de gérer les articles faisant l'objet d'un contrôle varie d'un établissement à l'autre. Il faudrait donc vérifier.

- 1.11.9 Si du propane ou du gaz naturel est utilisé pour le chauffage du projet, l'établissement exigera qu'un employé supervise le chantier de construction en dehors des heures de travail.

NOTE SPÉCIALE : Cette question est préoccupante si le chantier de construction est situé à proximité des unités d'habitation des détenus. Un feu peut mettre des vies humaines en danger. Vérifier la politique de l'établissement à ce sujet.

Clés des dispositifs de sécurité

1.12 CLES

- 1.12.1 L'entrepreneur doit demander au fournisseur ou à l'installateur des dispositifs de sécurité de livrer les clés des dispositifs de sécurité directement à l'établissement, nommément au responsable du maintien de la sécurité.
- 1.12.2 Le responsable du maintien de la sécurité remet un reçu pour les clés à l'entrepreneur.
- 1.12.3 L'entrepreneur remet une copie du reçu à l'ingénieur.

1.13 AUTRES CLÉS

- 1.13.1 Durant le projet de construction, l'entrepreneur utilise des cylindres normaux dans des serrures normales.
- 1.13.2 L'entrepreneur donne à ses employés, et aux sous-entrepreneurs s'il le faut, des consignes quant à la garde en lieu sûr des clés des serrures utilisées au cours du projet de construction.
- 1.13.3 À la fin de chaque phase du projet, le représentant du SCC, en collaboration avec le serrurier, doit :
- a) établir le plan d'installation des serrures ;

- b) recevoir les clés et les cylindres pour les serrures de l'établissement directement du serrurier ;
- c) faire enlever et retourner les noyaux utilisés au cours du projet de construction et faire installer les noyaux permanents dans les serrures de l'établissement.

1.13.4 Une fois que les serrures de sécurité permanentes sont installées, les agents du SCC qui escortent les employés de la construction doivent obtenir les clés du responsable du maintien de la sécurité afin d'ouvrir des portes selon les besoins de l'entrepreneur. Celui-ci doit indiquer à ses employés que les agents du SCC qui assurent l'escorte sont les seuls à pouvoir utiliser les clés.

1.14 DISPOSITIFS DE SECURITE

1.14.1 Remettre tous les dispositifs de sécurité désinstallés au directeur de l'établissement afin qu'il veille à les éliminer ou à les garder en lieu sûr pour réutilisation ultérieure.

1.15 MEDICAMENTS D'ORDONNANCE

1.15.1 Les employés de l'entrepreneur qui doivent prendre des médicaments d'ordonnance au cours de la journée de travail sont tenus d'obtenir l'autorisation du directeur pour apporter avec eux la posologie d'une journée dans l'établissement.

1.16 RESTRICTIONS SUR L'USAGE DU TABAC

1.16.1 Les entrepreneurs et les employés de la construction ne sont pas autorisés à fumer à l'intérieur des établissements correctionnels ou à l'air libre à l'intérieur du périmètre d'un établissement correctionnel. Ils ne doivent pas, à l'intérieur du périmètre, avoir en leur possession des produits du tabac non autorisés.

1.16.2 Les entrepreneurs et les employés de la construction qui sont en violation de cette politique se feront demander d'immédiatement cesser de fumer ou de jeter tout produit du tabac non autorisé. S'ils persistent, ils seront enjoins de quitter l'établissement.

1.16.3 Il ne sera permis de fumer qu'hors du périmètre de l'établissement correctionnel, à l'endroit désigné par le Directeur.

1.17 OBJETS INTERDITS

1.17.1 Les armes, les munitions, les explosifs, les boissons alcoolisées, les drogues et les stupéfiants sont interdits sur les lieux de l'établissement.

1.17.2 Si des objets interdits sont trouvés en la possession d'une personne sur le chantier de construction, il faut en aviser immédiatement le directeur.

1.17.3 L'entrepreneur doit être vigilant à l'égard de ses employés et des employés des sous-entrepreneurs. Si des objets interdits sont trouvés, la personne qui les a introduits peut se voir révoquer son autorisation de sécurité. Si l'infraction est grave, la compagnie concernée peut se faire expulser de l'établissement pour la durée du projet de construction.

1.17.4 Si des armes ou des munitions sont trouvées dans le véhicule d'un entrepreneur, d'un sous-entrepreneur, d'un fournisseur ou d'un employé de ceux-ci, l'autorisation de sécurité du conducteur du véhicule sera révoquée sur-le-champ.

1.18 FOUILLES

1.18.1 Toute personne et véhicule arrivant à l'établissement peut faire l'objet d'une fouille.

1.18.2 Si le directeur a des motifs raisonnables de croire qu'un employé de l'entrepreneur est en possession d'un objet interdit, il peut ordonner que la personne soit fouillée.

1.18.3 Les effets personnels de tout employé arrivant à l'établissement peuvent faire l'objet de vérifications destinées à relever des résidus de drogues interdites.

1.19 ACCES A L'ETABLISSEMENT ET ENLEVEMENT DES VEHICULES

1.19.1 Sauf autorisation expresse du directeur, les employés de la construction et les véhicules commerciaux ne sont pas admis sur les lieux de l'établissement après les heures de travail normales.

1.20 CIRCULATION DE VEHICULES

1.20.1 Les véhicules peuvent entrer sur les lieux de l'établissement et en sortir, sous escorte, par la barrière d'accès aux véhicules, aux périodes suivantes :

- a) [07 h 45] à [11 h 00]
- b) [13 h 00] à [15 h 30].

1.20.2 Les véhicules de construction ne peuvent quitter l'établissement avant qu'un dénombrement des détenus n'ait été effectué.

NOTE SPÉCIALE : Les heures varient d'un établissement à l'autre. Il convient donc de vérifier auprès de l'établissement concerné.

1.20.3 L'entrepreneur doit aviser le chargé de projet ou son représentant vingt quatre (24) heures à l'avance de l'arrivée des équipements lourds, tels que des camions à béton et des grues.

1.20.4 Les véhicules chargés de sol ou de détritrus jugés impossibles à fouiller doivent faire l'objet d'une surveillance constante de la part d'employés

du SCC ou de commissionnaires qui relèvent du chargé de projet ou de son représentant.

1.20.5 Avant qu'un véhicule commercial ne soit admis dans l'enceinte de l'établissement, l'entrepreneur ou son représentant doit attester que le contenu du véhicule est strictement nécessaire à l'exécution du projet de construction.

1.20.6 L'entrée est refusée à tout véhicule dont le directeur juge que le contenu présente un risque pour la sécurité de l'établissement.

1.20.7 Les voitures particulières des employés de la construction ne sont pas admises au sein de la clôture ou des murailles de sécurité des établissements à sécurité moyenne ou maximale sans la permission expresse du directeur.

NOTE SPÉCIALE : Vérifier auprès de l'établissement sa politique sur les voitures particulières des employés.

1.20.8 Sous réserve de l'autorisation préalable du directeur, on peut utiliser un véhicule le matin pour amener un groupe d'employés au chantier et le soir pour les en ramener, mais le véhicule ne peut pas rester sur les lieux pendant la journée.

NOTE SPÉCIALE : Vérifier auprès de l'établissement sa politique sur les véhicules de transport des employés.

1.20.9 Sous réserve de l'autorisation du directeur, on peut laisser certains équipements sur le chantier la nuit ou la fin de semaine. Ceux-ci doivent être verrouillés et leur batterie retirée. Le directeur peut exiger que les équipements soient attachés avec une chaîne et un cadenas à un autre objet solide.

1.21 CIRCULATION DES EMPLOYES DE LA CONSTRUCTION SUR LES LIEUX DE L'ETABLISSEMENT

1.21.1 Sous réserve de la nécessité de bien assurer la sécurité, le directeur laisse à l'entrepreneur et à ses employés autant de liberté de circulation et d'autonomie d'action que possible.

1.21.2 Malgré le paragraphe précédent, le directeur peut :

- a) interdire l'accès à des zones de l'établissement;
- b) exiger que, durant tout le projet de construction ou à certaines périodes, les employés de la construction soient accompagnés par un agent de sécurité du SCC dans des zones désignées.
- c) Tous les employés doivent demeurer sur le chantier pendant les pauses café/santé (nouveau) et le dîner. Ils n'ont pas le droit de manger dans la salle de repos ni dans la salle à manger des agents de correction.

1.22 SURVEILLANCE ET INSPECTION

1.22.1 Les activités de construction et la circulation connexe de personnel et de véhicules font l'objet de la surveillance et de l'inspection du personnel de sécurité du SCC afin d'assurer le respect des normes de sécurité établies.

1.22.2 Au début et tout au long du projet de construction, le personnel du SCC doit veiller à faire comprendre la nécessité de la surveillance et des inspections aux employés de la construction.

1.23 ARRET DE TRAVAIL

1.23.1 À tout moment, le directeur peut demander à l'entrepreneur, à ses employés, aux sous-entrepreneurs ou à leurs employés de ne pas entrer au chantier ou de le quitter immédiatement en raison d'un incident de sécurité en cours dans l'établissement. Le superviseur du chantier désigné par l'entrepreneur doit noter le nom de l'employé qui transmet la demande et l'heure, puis exécuter l'ordre le plus tôt possible.

Dans les vingt-quatre heures qui suivent l'arrêt de travail, l'entrepreneur doit en aviser l'ingénieur.

1.24 CONTACT AVEC LES DETENUS

1.24.1 Sans autorisation particulière, il est interdit d'entrer en contact avec les détenus, de leur parler, de leur donner des objets ou d'en recevoir. Toute infraction à la présente consigne entraîne l'expulsion du chantier de l'employé responsable et la révocation de son autorisation de sécurité.

NOTE SPÉCIALE : Si le projet fait intervenir de la main-d'œuvre de Corcan et des détenus, vérifier auprès de l'établissement sa politique sur le contact avec les détenus.

1.24.2 Il est interdit de photographier les détenus ou les employés du SCC. En outre, il est défendu de photographier les zones de l'établissement dont la prise en photo n'est pas nécessaire à l'exécution du présent contrat.

1.25 ACHEVEMENT DU PROJET DE CONSTRUCTION

1.25.1 Sauf indication contraire dans le contrat, à l'achèvement du projet de construction ou, le cas échéant, à la prise en charge des installations, l'entrepreneur doit enlever tout le matériel, les outils et les équipements de l'établissement.

FIN DE LA SECTION

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. GÉNÉRALITÉS

- 1.1.1. Les produits, les matériaux, les équipements, les appareils et les pièces (appelés produits dans le devis) utilisés pour l'exécution des travaux doivent être en parfait état, et de la meilleure qualité (conformément aux termes du devis) pour les fins auxquelles ils sont destinés. Au besoin, fournir une preuve établissant la nature, l'origine et la qualité des produits fournis.

1.2. NORMES DE REFERENCE

- 1.2.1. Si l'on ne mentionne aucune date ou édition spécifique, se conformer aux normes les plus récentes en vigueur au moment du dépôt de la soumission.

1.3. LIVRAISON ET ENTREPOSAGE.

- 1.3.1. Les matériaux et l'équipement doivent être livrés et entreposés sur le site des travaux afin de ne pas causer de retard au début des travaux.
- 1.3.2. Transporter sans délai, hors du chantier, les matériaux et l'équipement refusés ou excédentaires.

1.4. SELECTION DES MATERIAUX PAR L'ENTREPRENEUR POUR FIN DE SOUMISSION

- 1.4.1. Si les matériaux sont prescrits par référence à une norme, choisir des matériaux qui répondent aux exigences de cette norme, ou qui les dépassent.

1.5. SUBSTITUTION

- 1.5.1. Toute substitution de matériaux ou d'équipements sera interdite.

1.6. BASE DE PAIEMENT

- 1.6.1. Les travaux de réparations des surfaces pavées seront mesurés et payés au mètre carré. Le prix comprendra tous les travaux, les matériaux et les équipements utilisés pour chaque type de réparations. Sauf pour le type 1.
- 1.6.2. Le paiement des travaux se fera à la fin de l'exécution de l'offre subséquente et sur présentation d'une facture détaillée.

2. PRODUITS

2.1. TYPE DE REPARATIONS

- 2.1.1. Réparation de type 1 (Fissures)
 - a) Évidement et obturation des fissures de chaussées selon la section 32 01 18
- 2.1.2. Réparations de type 2 (Réparation de surface)
 - a) Surfaces pavées existantes à nettoyer et à préparer.
 - b) Combler les trous avec un béton bitumineux de type EC-10 selon la section 32 12 16
 - c) Réparer les fissures selon la section 32 01 18 (Micro béton bitumineux)
 - d) Ajouter du liant d'accrochage selon la section 32 12 15.

- e) Étendre et compacter une couche de béton bitumineux de type EC-10, de 0 @ 50mm d'épaisseur compactée selon la section 32 12 16.
- 2.1.3. Réparations de type 3 (Matériaux granulaires).
- a) Rapiéçage ou Rechargement des accotements en matériaux de fondation granulaire MG 20b selon la section 32 11 23.

FIN DE LA SECTION

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. CONTENU DE LA SECTION

- 1.1.1. Nettoyage à effectuer durant l'exécution des travaux.
- 1.1.2. Nettoyage final.

1.2. PROPRETÉ DU CHANTIER

- 1.2.1. Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut.
- 1.2.2. Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.
- 1.2.3. Si requis, prévoir, sur le chantier, des conteneurs pour l'évacuation des débris et des matériaux de rebut.
- 1.2.4. Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier à la fin de chaque période de travail.
- 1.2.5. Stocker les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les évacuer hors du chantier à la fin de chaque période de travail.
- 1.2.6. Nettoyer les routes existantes qui auront été empruntées par les véhicules de l'Entrepreneur. Le nettoyage doit être quotidien.

1.3. NETTOYAGE FINAL

- 1.3.1. Balayer et nettoyer les surfaces revêtues en dur et ratisser le reste du terrain.

1.4. MESURAGE POUR FIN DE PAIEMENT

- 1.4.1. Il n'y aura pas de mesurage à faire au terme de la présente section. Répartir le coût des travaux de nettoyage dans les différents items de la soumission.

FIN DE LA SECTION



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

1.2 AMÉNAGEMENT DE L'EMPLACEMENT

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. TRAVAUX À EFFECTUER

- 1.1.1. Ces travaux doivent être exécutés sur les surfaces pavées des Établissements selon les indications du représentant du département des travaux de l'établissement et à l'intérieur des délais accordés pour l'exécution des travaux.

1.2. CERTIFICATION DES MATÉRIAUX

- 1.2.1. Avant le début des travaux, soumettre au représentant du département des travaux de l'établissement, les résultats des essais effectués par le fabricant et lui remettre un certificat attestant que les matériaux répondent aux exigences de la présente section.

1.3. MESURAGE AUX FINS DE PAIEMENT

- 1.3.1. Les travaux d'obturation des fissures de chaussées seront mesurés et payés en mètres linéaires.
- 1.3.2. Le prix comprendra l'évidement, le sciage, le nettoyage, la fourniture et la mise en place du produit.
- 1.3.3. Le coût des travaux d'obturation des fissures au moyen de micro béton bitumineux sera inclus dans le prix des réparations de type 2.

2. PRODUITS

2.1. MATÉRIAUX

- 2.1.1. Le produit d'obturation appliqué à chaud devra être conforme aux normes 4401 et 6325-6 du MTQ.
- 2.1.2. Lors de la réalisation des réparations de type 2, le matériau d'obturation des fissures, avant pavage, sera du micro béton bitumineux (Sheet Asphalt).

3. EXECUTION

3.1. MATÉRIEL

- 3.1.1. Matériel de chauffage du produit d'obturation :
 - a) Fondoir à chemise d'huile, à double paroi isolée.
 - b) Agitateur actionné par moteur.
 - c) Système complètement automatisé de régulation thermique permettant de régler à la fois la température de l'huile assurant l'échange de chaleur et la température du produit d'obturation.
- 3.1.2. Appareil à pression permettant d'appliquer le produit d'obturation à une pression recommandée par le fabricant au moyen d'un tuyau souple et d'une lance munie d'un ajutage adapté à la largeur des fissures.
- 3.1.3. Pouvant, pendant toute la durée de l'application, maintenir le produit d'obturation à la température recommandée par le fabricant.
- 3.1.4. Les pots verseurs et les épandeurs sur roues ne sont pas acceptés.

3.2. PRÉPARATION DES FISSURES

- 3.2.1. Le représentant du département des travaux de l'établissement désignera les fissures qui devront être nettoyées et obturées.
- 3.2.2. Avant d'appliquer le produit d'obturation, utiliser une lance thermo pneumatique (hot lance) pour nettoyer les fissures et bien les assécher. Elle doit être à combustion interne et non du type lance flamme externe. Les parois des fissures doivent présenter un changement de couleur sans toutefois être noircies et oxydées.
- 3.2.3. Débarrasser les lieux des matériaux enlevés des fissures, selon les directives du représentant du département des travaux de l'établissement.
- 3.2.4. Avant d'appliquer le produit d'obturation, faire approuver les travaux de préparation des fissures par le représentant du département des travaux de l'établissement.

3.3. APPLICATION DU PRODUIT D'OBTURATION

- 3.3.1. N'utiliser aucun produit d'obturation qui ait gelé.
- 3.3.2. Immédiatement avant d'obturer les fissures, s'assurer qu'elles sont propres et sèches.
- 3.3.3. Chauffer lentement le produit d'obturation jusqu'à la température d'application, conformément aux recommandations du fabricant.
- 3.3.4. Remplir les fissures avec le produit d'obturation immédiatement après les avoir nettoyées à l'aide de la lance thermo pneumatique. Pendant l'obturation, tenir l'ajutage de la lance de remplissage tout près du fond de la fissure.
- 3.3.5. Obturer les fissures seulement lorsque la température extérieure est supérieure à 10C, que la température minimale prévue pour la journée n'est pas inférieure à 5C et qu'on ne prévoit pas de pluie.
- 3.3.6. Appliquer le produit d'obturation dans les fissures en commençant par le fond, de manière qu'une fois le produit refroidi, le niveau de ce dernier soit au même niveau que celui de la surface de la chaussée.

FIN DE LA SECTION

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. DESCRIPTION DES TRAVAUX

1.1.1. Utilisation de la fondation granulaire.

- a) Les matériaux de la fondation granulaire seront utilisés dans les divers types de réparations.
- b) Lors du rapiéçage (norme MTQ 6323-2) ou du rechargement (norme MTQ 6323-3) des accotements, on utilisera des matériaux de fondation granulaire en toute conformité avec les normes mentionnées.

1.2. FICHES TECHNIQUES

- #### **1.2.1.**
- Avant le commencement des travaux, soumettre au représentant du département des travaux de l'établissement, pour approbation, les résultats d'essais granulométriques ainsi que tout les essais se conformant aux diverses propriétés physiques et mécaniques des granulats employés dans cette section.

1.3. MESURAGE AUX FINS DE PAIEMENT

- #### **1.3.1.**
- La fondation granulaire sera mesurée et payée en mètre carré. Ne seront pris en compte que les matériaux effectivement incorporés à l'ouvrage et acceptés par le représentant du département des travaux de l'établissement. Le prix comprend la fourniture, la manutention, le chargement, le transport, la mise en place et le compactage des matériaux de fondation granulaire, incluant toutes les dépenses incidentes associées à l'exécution de ces travaux.

2. PRODUITS

2.1. MATÉRIAUX

- #### **2.1.1.**
- Les matériaux de la fondation granulaire doivent être conformes aux prescriptions de la norme NQ 2560-114 et aux exigences suivantes.
- #### **2.1.2.**
- Pierre ou gravier concassé selon les exigences d'un MG-20 ou MG-20b selon l'usage et les directives du représentant du département des travaux de l'établissement

3. EXECUTION

3.1. RÉALISATION DES TRAVAUX

- #### **3.1.1.**
- Mettre en place les matériaux de la fondation granulaire, une fois la couche existante inspectée et approuvée par le représentant du département des travaux de l'établissement.

3.2. MISE EN PLACE

- #### **3.2.1.**
- Réaliser, aux endroits indiqués, la fondation granulaire à la profondeur et au niveau prescrits.
- #### **3.2.2.**
- S'assurer qu'aucun matériau gelé n'est mis en place.

- 3.2.3. Mettre les matériaux en place sur une surface propre et non gelée, exempte de neige et de glace.
- 3.2.4. Mettre en place les matériaux de la fondation granulaire en employant des méthodes qui préviennent la ségrégation et la dégradation.
- 3.2.5. Pour mettre en place et profiler les matériaux de la fondation granulaire, utiliser des épanduses munies de règles ou de gabarits ajustables garantissant l'épandage des matériaux en couches uniformes de l'épaisseur requise.
- 3.2.6. Épandre les matériaux sur toute la largeur de la fondation granulaire, en couches uniformes d'au plus 150mm d'épaisseur compactée. Le représentant du département des travaux de l'établissement peut permettre des couches plus épaisses si le degré de compacité exigé peut être atteint.
- 3.2.7. Avant de mettre en place les matériaux de la couche suivante, donner à chaque couche un profil uni et la compacter jusqu'à obtention de la masse volumique prescrite.
- 3.2.8. Enlever et remplacer toute partie d'une couche dans laquelle il y a eu ségrégation des matériaux au cours de la mise en place.

3.3. COMPACTAGE

- 3.3.1. Compacter jusqu'à au moins 98 % de la masse volumique sèche maximale corrigée.
- 3.3.2. Profiler et cylindrer alternativement pour obtenir une fondation granulaire unie, égale et uniformément compactée.
- 3.3.3. Ajouter, pendant le compactage, l'eau nécessaire à l'obtention de la masse volumique prescrite. Si le sol est trop humide, l'aérer en le scarifiant à l'aide du matériel approprié jusqu'à ce que sa teneur en eau soit revenue à la normale.
- 3.3.4. Corriger les irrégularités de la surface en ameublissant le sol et en ajoutant ou en enlevant des matériaux, jusqu'à ce que le niveau de la surface soit dans les limites de tolérance prescrites.

3.4. TOLÉRANCES

- 3.4.1. L'écart admissible, en ce qui concerne le niveau et le profil en travers de la fondation granulaire, après compactage, est de 10mm en plus ou en moins par rapport au niveau et au profil en travers prescrits; l'écart ne peut toutefois être uniforme, en plus ou en moins, sur toute la surface de la fondation granulaire.

3.5. PROTECTION

- 3.5.1. Maintenir la fondation granulaire finie dans un état conforme aux prescriptions de la présente section jusqu'à l'acceptation des travaux par le représentant du département des travaux de l'établissement.

FIN DE LA SECTION

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. DÉFINITIONS

- 1.1.1. Bitume d'accrochage : appliqué sur une surface d'asphalte ou de béton existante, avant l'application d'un nouveau revêtement de béton bitumineux.
- 1.1.2. Bitume d'impression : appliqué sur une surface granulaire, avant l'application du revêtement de béton bitumineux.

1.2. ASSURANCE DE LA QUALITÉ

- 1.2.1. Avant le début des travaux soumettre au représentant du département des travaux de l'établissement, les résultats des essais et le certificat émis par le fabricant garantissant que le bitume répond aux exigences de la présente section.

1.3. MESURAGE AUX FINS DE PAIEMENT

- 1.3.1. Le bitume d'accrochage ou d'impression ne sera pas mesuré aux fins de paiement mais fera partie des travaux compris dans chaque type de réparations.

2. PRODUITS

2.1. MATÉRIAUX

- 2.1.1. Bitume de type CSS-1 et conforme aux normes du MTQ : 6325-2 et 4105 ou 4104.

3. EXECUTION

3.1. MATÉRIEL

- 3.1.1. Distributeur sous pression conçu, équipé, entretenu et actionné de manière que le matériau bitumineux puisse être :
 - a) maintenu à une température constante;
 - b) appliqué uniformément sur des surfaces d'une largeur allant jusqu'à 5,0 m;
 - c) appliqué selon un débit à pression uniforme, réglé entre 0,2 et 5,4 L/m², l'écart admissible ne devant jamais dépasser 0,1 L/m²;
- 3.1.2. épandu en un jet uniforme, sans qu'il y ait pulvérisation, à la température requise.

3.2. MISE EN ŒUVRE

- 3.2.1. Faire approuver par le représentant du département des travaux de l'établissement la surface existante avant d'appliquer le bitume d'impression ou d'accrochage.
- 3.2.2. Sauf indication contraire de la part du représentant du département des travaux de l'établissement, appliquer le bitume sur une surface sèche.
- 3.2.3. Il est interdit d'appliquer du bitume sur une surface gelée.
- 3.2.4. Ne pas épandre le bitume lorsque la température extérieure est inférieure à

- 10°C ou lorsqu'on prévoit de la pluie dans les 2 heures qui suivent.
- 3.2.5. Si l'on ne peut interrompre la circulation, n'exécuter les travaux que sur la moitié de la largeur de la chaussée à la fois.
 - 3.2.6. Éviter les chevauchements aux joints.
 - 3.2.7. Ne pas enduire de bitume les surfaces qui seront apparentes une fois le revêtement terminé.
 - 3.2.8. Appliquer une couche supplémentaire de matériau bitumineux aux endroits où il en manque, selon les directives de l'Agent technique.
 - 3.2.9. Interdire toute circulation sur les surfaces enduites jusqu'à ce que la cure du bitume soit terminée.
 - 3.2.10. Attendre que la cure du bitume soit terminée avant de procéder à la mise en œuvre du revêtement bitumineux

FIN DE LA SECTION

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. DÉFINITION

- 1.1.1. Le revêtement de chaussée en béton bitumineux incluant le ciment asphaltique fera partie des travaux compris dans chaque type de réparations tel que décrit à l'article 2.1 de la section 01 61 00.

1.2. FICHES TECHNIQUES

- 1.2.1. Avant le commencement des travaux, soumettre au représentant du département des travaux de l'établissement, pour approbation, tous les résultats d'essais des granulats servant à fabriquer les mélanges de béton bitumineux

2. PRODUITS

2.1. MATÉRIAUX

- 2.1.1. Liant bitumineux (ciment asphaltique) : conforme à la norme MTQ 4101.
- 2.1.2. Granulats: conformes aux prescriptions de la norme NQ 2560-114 et aux exigences suivantes:
 - a) Pierre ou gravier concassé composé de particules dures, résistantes, angulaires et exemptes de mottes d'argile, de matériaux hydrauliques, organiques ou gelés, et de toute autre substance délétère.
- 2.1.3. Les mélanges bitumineux de type EC-10 et ESG-10 devront être conformes à la norme 4202 du MTQ, ainsi qu'à la présente section.
- 2.1.4. Le gros granulat est celui qui est retenu sur un tamis de 5,0 mm; le petit granulat est celui qui passe dans ce même tamis, lors des essais effectués selon la norme ASTM C136-96a.
- 2.1.5. Ne pas utiliser de granulats polissables dans les mélanges pour couches de surface.
- 2.1.6. Propriétés physiques et mécaniques conformes aux exigences énumérées au tableau 4202-1 du MTQ.
- 2.1.7. Si du sable naturel est employé dans la composition du mélange de Béton Bitumineux, on ne pourra en utiliser plus que 10% en masse.
- 2.1.8. Fines minérales : conforme à la norme ASTM D242.

2.2. FORMULE DE DOSAGE DU MÉLANGE

- 2.2.1. Les formules de mélange, ainsi que les résultats des essais portant sur ces mélanges, doivent être approuvées par l'Agent technique. L'entrepreneur devra fournir au représentant du département des travaux de l'établissement ses formules avant le début des travaux. L'entrepreneur se rapportera à la norme MTQ 4202 pour la méthode de présentation de ses formules.
- 2.2.2. La composition des mélanges ne doit pas être modifiée sans l'approbation préalable du représentant du département des travaux de l'établissement. Si un changement de la source d'approvisionnement d'un matériau est proposé, une nouvelle formule de dosage du mélange doit être vérifiée par le représentant du département des travaux de l'établissement.

3. EXECUTION

3.1. POSTES D'ENROBAGE

3.1.1. Les postes d'enrobage doivent être conformes à la norme ASTM D 995-95b

3.2. MATÉRIEL

3.2.1. Épandeuse: utiliser une épandeuse mécanique automotrice.

3.2.2. Rouleaux: utiliser un nombre suffisant de rouleaux de type et de pesanteur appropriés pour obtenir un mélange compacté à la masse volumique prescrite.

3.2.3. Camions: utiliser un nombre suffisant de camions dont les dimensions, la vitesse et l'état sont de nature à assurer la progression continue et ordonnée des opérations, et présentant les caractéristiques suivantes.

- a) Bennes à fond métallique étanche.
- b) Bâches de dimensions et d'épaisseur suffisantes pour recouvrir et protéger la masse entière du mélange bitumineux lorsque le camion est chargé à pleine capacité.
- c) Bennes dont toute la surface de contact est isolée par temps froid ou pour les longs trajets.

3.2.4. OUTILS MANUELS

- a) Pour l'épandage et les travaux de finition, utiliser des raclettes ou des râpeaux dont les dents sont recouvertes.
- b) Utiliser des outils de pilonnage en acier d'une masse minimale de 12 kg et dont la surface de contact maximale est de 310 cm², pour compacter les matériaux le long des bordures, des caniveaux et des autres ouvrages inaccessibles aux rouleaux. Au lieu d'outils de pilonnage en acier, du matériel de compactage mécanique peut être utilisé lorsque le représentant du département des travaux de l'établissement le permet.
- c) Utiliser des règles de 4,5 m de longueur pour vérifier le niveau de la surface finie et en fournir une au représentant du département des travaux de l'établissement.
- d) Utiliser une scie mécanique spécialement équipée pour couper les joints transversaux.

3.3. PRÉPARATION DES SURFACES À RECOUVRIR

3.3.1. Avant d'appliquer le revêtement de chaussée, poser la couche de bitume d'accrochage ou d'impression selon les prescriptions de la section 32 12 15 – Couche de bitume d'accrochage.

3.3.2. Lorsque plus d'une couche de béton bitumineux sont requises, épandre une fine pellicule de bitume liquide entre les couches selon les directives du représentant du département des travaux de l'établissement (32 12 15).

3.3.3. Avant de commencer les travaux d'épandage, nettoyer et débarrasser les surfaces des chaussées des substances non adhérentes ou étrangères.

3.4. TRANSPORT DU MÉLANGE

- 3.4.1. Faire transporter le mélange au chantier dans des véhicules propres et exempts de substances étrangères.
- 3.4.2. Au moins une fois par jour, ou selon les besoins, enduire ou vaporiser les parois et le fond des bennes des camions avec une solution de lait de chaux, de savon ou de détergent ou une solution à base de produits non pétroliers vendue dans le commerce. Lever la benne pour bien l'égoutter; il ne doit y rester aucun surplus de solution.
- 3.4.3. Lors de la livraison et de la pose, la température du mélange ne doit jamais être inférieure à celle prescrite par le fabricant du ciment asphaltique.

3.5. MISE EN PLACE DU BÉTON BITUMINEUX

- 3.5.1. Avant la mise en place du béton bitumineux, faire approuver la surface existante et la couche de bitume d'accrochage ou couche de bitume d'impression par le représentant du département des travaux de l'établissement.
- 3.5.2. Conditions de mise en place
 - a) Effectuer la mise en place des mélanges de béton bitumineux seulement lorsque la température de l'air ambiant est supérieure à 5°C.
 - b) Ne pas poser de béton bitumineux chaud quand il pleut, s'il y a des flaques d'eau stagnante sur la surface à recouvrir, ou si cette dernière est humide.
- 3.5.3. S'il y a signe de ségrégation, suspendre immédiatement les travaux d'épandage jusqu'à ce que la cause ait été déterminée et corrigée.
- 3.5.4. Corriger les irrégularités de la surface revêtue, immédiatement après le passage de l'épandeuse. Enlever, à la pelle ou à la raclette, les matériaux de surplus qui font saillie. Remplir les cavités avec du mélange chaud et régaler. Il est interdit d'épandre des matériaux à la volée sur les surfaces à réparer.
- 3.5.5. Lorsque l'épandage est fait manuellement:
 - a) Répartir les matériaux uniformément; il est interdit d'épandre les matériaux à la volée.
 - b) Durant les travaux d'épandage, ameubler les matériaux à fond et les répartir uniformément à l'aide de raclettes ou de râpeaux à dents recouvertes. Rejeter les matériaux qui se sont agglutinés en mottes difficiles à fragmenter.
 - c) Après l'épandage mais avant de procéder au cylindrage, vérifier les surfaces au moyen de gabarits et de règles et corriger les irrégularités.

3.6. COMPACTAGE

- 3.6.1. Cylindrer le revêtement bitumineux de façon continue, jusqu'à l'obtention d'une masse volumique égale à au moins 94 % selon la méthode LC26-320.
- 3.6.2. Généralités.
 - a) Commencer le cylindrage aussitôt que le mélange mis en place peut supporter le poids des rouleaux sans qu'il y ait déplacement excessif des matériaux ou fissuration de la surface.
 - b) Effectuer le cylindrage initial lentement afin de ne pas déplacer les

matériaux. Effectuer les cylindrages initial et intermédiaire à une vitesse maximale de 5 km/h dans le cas d'un rouleau non vibrant à roues métalliques et de 8 km/h dans le cas d'un rouleau pneumatiques. Le cylindrage de finition ne doit pas être effectué à une vitesse de plus de 9 km/h.

- c) Utiliser du matériel de compactage non vibrant pour la mise à niveau des couches de moins de 25 mm d'épaisseur.
- d) Faire chevaucher les passes successives d'au moins une demi largeur du rouleau, et varier la longueur des passes.
- e) Garder les roues du rouleau légèrement humides afin d'empêcher les matériaux d'y adhérer, mais éviter de trop les mouiller.
- f) Ne pas arrêter les rouleaux vibrants sur le revêtement lorsque le mécanisme vibratoire est en marche.
- g) L'équipement lourd ainsi que les rouleaux ne doivent jamais reposer sur la surface finie avant qu'elle n'ait été compactée et qu'elle ne soit complètement refroidie.

3.7. OUVRAGES DÉFECTUEUX

- 3.7.1. Corriger les irrégularités qui surviennent avant la fin du compactage, en ameublissant le mélange bitumineux et en ajoutant ou en enlevant des matériaux, selon les besoins. Si ces irrégularités ou ces défauts subsistent même après le compactage de finition, enlever rapidement la couche de surface, épandre une nouvelle couche de matériaux afin d'obtenir une surface unie et de niveau, puis compacter immédiatement à la masse volumique prescrite.
- 3.7.2. Réparer les aires qui présentent des signes de ségrégation, de fissuration et d'ondulation.

FIN DE LA SECTION



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

ANNEXES

Canada 



Correctional Service Canada
Service correctionnel Canada

PROTECTED
PROTÉGÉ **B** ONCE COMPLETED
UNE FOIS REMPLI

**INSTITUTIONAL ACCESS
CPIC CLEARANCE REQUEST**

**ACCÈS À UN ÉTABLISSEMENT
DEMANDE DE VÉRIFICATION
DU DOSSIER AU CPIC**

PUT AWAY ON FILE – CLASSER AU DOSSIER
ADMINISTRATIVE OR OPERATIONAL FILE
DOSSIER ADMINISTRATIF OU OPÉRATIONNEL
► Original = 3170-12

► PLEASE PRINT INFORMATION CLEARLY - VEUILLEZ ÉCRIRE EN LETTRES MOULÉES

Institution – Établissement

Request received
Demande reçue le

Date (YYAA-MM-DJ)

PUT AWAY ON FILE
CLASSER AU DOSSIER

► 3170-12

A. PERSONAL INFORMATION – RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

| | | |
|---|--|---|
| Surname Nom de famille | Full name (no nicknames or initials) Nom au complet (pas de surnoms ou d'initiales) | Maiden name (if applicable) Nom de jeune fille (s'il y a lieu) |
| Date of birth Date de naissance (YYAA-MM-DJ) | Place of birth – Lieu de naissance City/Town – Ville ou municipalité | Province/State – Province ou état |
| | | Country – Pays |

B. PHYSICAL DESCRIPTION – DESCRIPTION PHYSIQUE

| | | | | | |
|--|--|-------------------|----------------|------------------------------|-----------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Male Homme | <input type="checkbox"/> Female Femme | Height – Grandeur | Weight – Poids | Eye color – Couleur des yeux | Hair color Couleur des cheveux |
|--|--|-------------------|----------------|------------------------------|-----------------------------------|

C. ADDRESS – ADRESSE

| | | | | | |
|--------------|-----------------------------------|----------|---------------------------|---|---------------|
| Street – Rue | City/Town – Ville ou municipalité | Province | Postal Code – Code postal | Telephone number – Numéro de téléphone Home – Domicile | Work – Bureau |
|--------------|-----------------------------------|----------|---------------------------|---|---------------|

Representing (name of company/organization) – Représente (nom de la compagnie ou de l'organisation)

D. GENERAL INFORMATION – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

| | | |
|---|-------------------------------------|------------------------------------|
| 1. Have you ever been convicted of a criminal offence for which you have not been granted a pardon, or an offence for which you have been granted a pardon and such a pardon has been revoked? Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle pour laquelle on ne vous a pas octroyé un pardon ou d'une infraction pour laquelle on vous a octroyé un pardon qui a été révoqué? | <input type="checkbox"/> Yes Oui | <input type="checkbox"/> No Non |
| 2. Do you personally know of any person incarcerated in a correctional facility? Connaissez-vous personnellement une personne qui est incarcérée dans un établissement correctionnel? | <input type="checkbox"/> Yes Oui | <input type="checkbox"/> No Non |
| 3. Do you have any reason to believe coming into contact with this person could pose a risk to your or their personal safety? Avez-vous des raisons de croire que le fait d'entrer en contact avec cette personne pourrait présenter un risque pour votre sécurité personnelle ou la sienne? | <input type="checkbox"/> Yes Oui | <input type="checkbox"/> No Non |
| 4. Are you related/associated to an inmate or on an inmate's visiting list? Êtes-vous apparenté ou associé à un détenu ou inscrit sur la liste des visiteurs d'un détenu? | <input type="checkbox"/> Yes Oui | <input type="checkbox"/> No Non |

If you have answered YES to any of the above, please explain below. – Si vous avez répondu OUI à une des questions ci-dessus, veuillez fournir une explication ci-après.

►

E. SIGNATURE (When sections A to E are filled out completely, please return the completed form to the institution for approval.)

(Une fois que les sections A à E ont été remplies, veuillez retourner le formulaire dûment rempli à l'établissement aux fins d'approbation.)

In making this application, I hereby give the Correctional Service of Canada my consent to use the information provided on this form to conduct such inquiries with police authorities as may be necessary to ascertain my suitability. Finally, I acknowledge that the Correctional Service of Canada has no responsibility for any harm that may come to me in the course of my activities, except where such harm is a direct result of negligence on the part of an employee(s) of the Service.

NOTE: Access may be denied for submitting false information. Passes may be issued for those receiving clearance and approval.

En soumettant la présente demande, j'autorise le Service correctionnel du Canada à se servir des renseignements fournis dans le formulaire afin de mener, auprès des services de police, toute enquête jugée nécessaire pour vérifier mon admissibilité. Par ailleurs, je conviens que le Service correctionnel du Canada ne peut être tenu responsable d'un préjudice subi dans le cadre de mes activités sauf si ce préjudice est directement attribuable à la négligence d'un ou de plusieurs employés du Service.

NOTA : Tout demandeur qui fournit de faux renseignements peut se voir refuser l'accès à l'établissement. Un laissez-passez peut être émis aux demandeurs dont la demande d'accès est approuvée.

Applicant's signature – Signature du demandeur

Date (YYAA-MM-DJ)

►

F. FOR OFFICE USE ONLY – RÉSERVÉ AU SCC

Reason for clearance – Motif justifiant la demande d'accès

| | | |
|---|--|----------------------------------|
| Department making the request (please print) Unité qui soumet la demande (en lettres moulées s.v.p.) Martin Gagnon, STR | Signature of Division Head Signature du chef de la division | Date (YYAA-MM-DJ) |
| <input type="checkbox"/> No criminal record Aucun casier judiciaire | <input type="checkbox"/> A possible criminal record #: Numéro du casier judiciaire possible : | Last entry: Dernière entrée : |
| <input type="checkbox"/> An outstanding warrant/charge held by: Auteur du mandat non exécuté/accusation en instance : | | |

SIGNATURES

| | | | |
|--|--|---|--|
| <input type="checkbox"/> Approved Approuvée | <input type="checkbox"/> Not approved Non approuvée | The individual has been advised. – Le demandeur a été informé de la décision. | |
| Security Intelligence Officer Agent de renseignements de sécurité | Date (YYAA-MM-DJ) | <input type="checkbox"/> Yes Oui | <input type="checkbox"/> No Non |
| | Institutional Head Directeur de l'établissement | Date (YYAA-MM-DJ) | By: Par : |
| | | | Visit Review Board Comité des visites |
| | | | Date (YYAA-MM-DJ) |



1. Objet

La présente norme a pour objet de déterminer les exigences du Ministère en ce qui a trait aux caractéristiques et aux critères d'évaluation des produits de colmatage de fissures et de joints manufacturés à base de bitume modifié, ainsi que de définir les modes d'action en assurance de la qualité relativement à la fabrication de ces produits. Les produits de colmatage sont utilisés pour traiter les fissures sur les chaussées en enrobé ainsi que pour sceller les joints sur les chaussées de béton.

2. Références

La présente norme renvoie à l'édition la plus récente des documents suivants :

NORMES

AMERICAN SOCIETY FOR TESTING
AND MATERIALS

ASTM D36 « Test Method for Softening
Point of Bitumen (Ring-and-Ball
Apparatus) ».

ASTM D1985 « Standard Practice for
Preparing Concrete Blocks for Testing
Sealants, for Joints and Cracks ».

ASTM D5329 « Standard Test Methods
for Sealants and Fillers, Hot-Applied, for
Joints and Cracks in Asphaltic and Portland
Cement Concrete Pavements ».

ASTM D5167 « Standard Practice for Mel-
ting of Hot-Applied Joint and Crack Sealant
and Filler for Evaluation ».

3. Définitions

Les définitions suivantes s'appliquent à la présente norme :

Lot

Un lot correspond à une quantité de produit, déterminée par le fabricant, ayant les mêmes caractéristiques physicochimiques, fabriquée

selon la même recette, à partir des mêmes constituants et de la même source d'approvisionnement, au cours d'une période de production ne dépassant pas trois jours de production sans interruption.

Produit de colmatage de fissures et de joints

Produit manufacturé à base de bitume modifié par ajout de polymères et d'autres additifs.

4. Caractéristiques requises

4.1 Exigences techniques

Le produit de scellement de fissures et de joints doit respecter les exigences décrites au tableau 4401-1. À cet effet, le fabricant procède à la caractérisation de chacun des lots.

4.2 Étiquetage

L'étiquette de chaque contenant ou emballage de produit doit contenir l'information suivante :

- le nom du fabricant;
- la date de fabrication;
- le nom du produit;
- le numéro du lot de production;
- la température maximale de chauffage définie selon la norme ASTM D5167 (« Safe Heating Temperature »);
- la température minimale de la mise en place définie selon la norme ASTM D5167 (« Pouring Temperature »).

5. Assurance de la qualité

5.1 Attestation de conformité

L'attestation de conformité est propre à chaque lot et doit contenir l'information suivante :

- le nom du fabricant;
- le nom commercial du produit;
- le numéro du lot de production;

- la date de fabrication;
- les résultats des essais spécifiés au tableau 4401–1;
- le résultat de l’essai du point de ramollissement (ASTM D36);
- la température maximale de chauffage définie selon la norme ASTM D5167 (« Safe Heating Temperature »);
- la température minimale de la mise en place définie selon la norme ASTM D5167 (« Pouring Temperature »);

- l’attestation de conformité doit être datée et signée par le responsable du laboratoire du fabricant.

5.2 Contrôle

Le produit de colmatage de fissures et de joints est contrôlé à chaud au fondoir, et les caractéristiques doivent être conformes aux exigences du tableau 4401–2.

Tableau 4401–1
Exigences relatives au matériau prélevé à froid ⁽¹⁾

| Caractéristiques | Minimum | Maximum | Méthodes d’essai |
|--|---------|---------|---------------------------|
| Pénétration au cône à 25 °C, 5 s (1/10 mm) | 95 | 145 | ASTM D5329 (non-immersed) |
| Résilience à 25 °C (%) | 40 | 70 | ASTM D5329 |
| Fluage (mm) | — | 5 | ASTM D5329 |
| Point de ramollissement ⁽²⁾ | — | — | ASTM D36 |
| Adhérence à – 29 °C, élongation de 150 % (nombre de cycles réussis) ⁽³⁾ | 3 | — | ASTM D5329 (non-immersed) |

- Échantillons prélevés sur un bloc de produit vierge et préparés en laboratoire, servant à caractériser le produit.
- Le liquide utilisé pour l’essai est de la glycérine USP.
- Aux fins de l’essai, trois éprouvettes sont préparées avec une épaisseur de 12,7 mm de scellant entre les blocs de béton. Un cycle est considéré réussi si les trois éprouvettes sont exemptes de défaut.

Le développement à tout moment au cours de l’essai d’un défaut tel qu’une fissure, une séparation ou toute autre ouverture ayant une profondeur de plus de 6 mm dans le scellant ou entre le scellant et le bloc de béton constitue un échec de l’éprouvette. La profondeur de la fissure, la séparation ou l’ouverture est mesurée avec un vernier, perpendiculairement à la surface de l’éprouvette sur laquelle est apparu le défaut.

Tableau 4401–2
Exigences de contrôle du matériau prélevé à chaud au fondoir

| Caractéristiques | Minimum | Maximum | Méthodes d’essai |
|--|---------|---------|---------------------------|
| Pénétration au cône à 25 °C, 5 s (1/10 mm) | 85 | 140 | ASTM D5329 (non-immersed) |
| Résilience à 25 °C (%) | 30 | 70 | ASTM D5329 |



NORME

Ancienne
norme 1106

Scellement des fissures des chaussées souples et mixtes

1. Objet

La présente norme a pour objet d'établir les exigences du Ministère en ce qui a trait au scellement des fissures dans un revêtement de chaussée en enrobé par la méthode sans fraisage.

2. But

Sceller les fissures d'un revêtement bitumineux afin d'empêcher l'infiltration d'eau et de saumure dans la fondation granulaire, de ralentir la progression des dégradations et de conserver un confort de roulement.

3. Références

La présente norme renvoie à l'édition la plus récente des documents suivants :

NORMES :

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
DU QUÉBEC

Tome V – Signalisation routière.

Tome VII – Matériaux.

AUTRES DOCUMENTS :

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
DU QUÉBEC

Devis type – Scellement de fissures d'un revêtement de chaussée en enrobé.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES PARCS DU QUÉBEC

*Règlement sur les déchets solides (R.R.Q.,
c. Q-2, r.3.2).*

*Règlement sur les matières dangereuses
(R.R.Q., c. Q-2, r.15.2).*

4. Seuil d'intervention

L'intervention est planifiée à la suite d'une des observations suivantes :

- l'âge du revêtement bitumineux de la dernière intervention :
 - resurfaçage : de 1 à 3 ans;
 - rechargement granulaire et resurfaçage sur ancien enrobé (sandwich) : de 2 à 4 ans;
 - recyclage à froid de l'enrobé : de 2 à 4 ans;
 - construction, reconstruction, retraitement en place avec ou sans stabilisation : de 3 à 6 ans;
- le taux de fissuration total calculé pour deux voies de roulement doit se situer entre 500 et 3000 m/km en milieu rural ou 500 et 2000 m/km en milieu urbain;
- le taux de fissuration longitudinale dans les pistes de roues doit être inférieur à 1000 m/km, soit 25% de la longueur totale des pistes de roues;
- les fissures doivent être simples, aux bordures non ou modérément détériorées et ouvertes entre 3 et 20 mm à la fin de l'hiver ou au début du printemps;
- les fissures qui se prolongent dans l'accotement peuvent être scellées;
- les fissures multiples ou en carrelage et les lézardes ne doivent pas être scellées;
- les secteurs suivants sont à éviter :
 - secteurs présentant des dégradations liées à une faible portance;
 - secteurs présentant des dégradations liées à un drainage déficient;
 - enrobé présentant des signes de désenrobage et d'arrachement;
 - courbes accentuées qui nécessitent une réduction de vitesse (bretelles, échangeurs);

| |
|---------------------------|
| Tome VI |
| Norme 6325-6 |
| Page 2 de 3 |
| Date 2007 06 15 |

| |
|---|
| 2- CHAUSSEES Surfaces de roulement des chaussées souples, rigides et mixtes |
| Scellement des fissures des chaussées souples et mixtes |

NORME

Ancienne
norme 1106

- intersections;
- dans les pistes de roues des zones de freinage (fissures longitudinales).

5. Calendrier

Opération qui est généralement effectuée entre la fin de la période de dégel et le 15 octobre.

6. Matériaux

La présente section énumère les matériaux requis pour la réalisation de cette opération :

- produits de scellement conformes aux exigences de la norme 4401 « Produits de colmatage de fissures et de joints » du *Tome VII – Matériaux* et préalablement approuvés par le Service des matériaux d'infrastructures;
- papier antiadhérent.

7. Points à surveiller

- 1- Effectuer le scellement de fissures lorsque les conditions atmosphériques le permettent :
 - température extérieure supérieure à 5°C et température à la surface du revêtement inférieure à 50°C;
 - revêtement bitumineux et fissures propres et secs.
- 2- Les lots des produits doivent être évalués (évaluation complète pour un nouveau produit ou partielle pour un produit déjà utilisé au cours de l'année) par le Service des matériaux d'infrastructures avant leur utilisation.
- 3- Nettoyer la fissure avec un jet d'air comprimé en partant du centre de la chaussée vers l'accotement pour les fissures transversales, et dans le sens de la circulation pour les fissures longitudinales, afin d'éliminer entièrement les poussières et débris.

- 4- Enlever toute trace d'humidité dans la fissure au moyen de la lance thermopneumatique, si nécessaire.
- 5- Le délai maximal entre le dernier nettoyage de la fissure et la pose du produit ne doit pas dépasser cinq minutes pour éviter que la poussière se redépose.
- 6- Respecter la température de chauffage et de pose du produit recommandée par le fabricant.
- 7- Le produit est posé au moyen d'une buse d'injection et d'un racloir qui remplit la fissure, étale le produit et permet une surépaisseur maximale de 4 mm au-dessus de la fissure sur une largeur d'environ 40 mm.
- 8- Étendre le papier antiadhérent biodégradable sur le produit immédiatement après son application pour éviter que le produit adhère aux pneus.
- 9- Prélever des échantillons à chaud, tel qu'il est spécifié au devis type « Scellement de fissures d'un revêtement de chaussée en enrobé ». En faire l'analyse dans les meilleurs délais et, en cas de non-conformité, apporter les mesures correctives appropriées.
- 10- Rétablir la circulation après 30 minutes.

8. Niveau de qualité

Les caractéristiques mesurées ou évaluées à la fin de cette intervention afin de déterminer la qualité du travail sont les suivantes :

- adhérence du produit de scellement (s'assurer que, si l'on pince le produit avec les doigts, on ne peut le faire décoller de l'enrobé en tirant);
- surépaisseur maximale de 4 mm du produit de scellement au-dessus de la fissure sur une largeur d'environ 40 mm;
- propreté des lieux;



NORME

Ancienne
norme 1106

Scellement des fissures des chaussées souples et mixtes

- contrôle de la qualité du produit après chauffage, tel qu'il est spécifié au devis type « Scellement de fissures d'un revêtement de chaussée en enrobé »;
- conformité des produits utilisés.

9. Remarques

- La signalisation des travaux doit respecter les exigences du *Tome V – Signalisation routière*.
- À la suite d'un bris, du nettoyage ou de l'entretien des équipements, la gestion des résidus doit être effectuée conformément au Règlement sur les déchets solides et au Règlement sur les matières dangereuses. Ces résidus doivent être acheminés vers un lieu d'élimination, d'entreposage, de traitement ou de recyclage autorisé par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec.
- *L'adhérence du produit de scellement peut être vérifiée en mesurant le pourcentage d'efficacité selon la méthode proposée au Guide de scellement des fissures.*

10. Bibliographie

Pour compléter l'information sur cette norme, vous pouvez consulter le document suivant :

MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC. Guide de scellement de fissures, avril 2004.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC. Devis type – Scellement de fissures d'un revêtement de chaussée en enrobé, février 2004.



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENT DONNACONA

(PÉRIODE FERME : 1^{er} septembre 2013 au 31 août 2015)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|-----------------------------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 2000 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 8000 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 8000 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| Prix total estimatif | | | | | \$ _____ |

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada 



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENT DONNACONA

(OPTION 1: 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 1000 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 4000 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 4000 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

Prix total estimatif

\$ _____

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENT DONNACONA

(OPTION 2: 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 1000 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 4000 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 4000 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

Prix total estimatif

\$ _____

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada 



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENTS DRUMMOND ET COWANSVILLE

(PÉRIODE FERME : 1^{er} septembre 2013 au 31 août 2015)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|-----------------------------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 800 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 500 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 200 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| Prix total estimatif | | | | | \$ _____ |

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada 



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENTS DRUMMOND ET COWANVILLE

(OPTION 1: 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 400 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 250 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 100 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

Prix total estimatif

\$ _____

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada 



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENTS DRUMMOND ET COWANSVILLE

(OPTION 2: 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 400 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 250 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 100 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

Prix total estimatif

\$ _____

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada 



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENT JOLIETTE, COMPLEXE LAVAL ET COMPLEXE STE-ANNE-DES-PLAINES

(PÉRIODE FERME : 1^{er} septembre 2013 au 31 août 2015)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|-----------------------------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 16000 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 1500 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 9000 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| Prix total estimatif | | | | | \$ _____ |

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENT JOLIETTE, COMPLEXE LAVAL ET COMPLEXE STE-ANNE-DES-PLAINES

(OPTION 1: 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 8000 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 750 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 4500 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

Prix total estimatif

\$ _____

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada 



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENT JOLIETTE, COMPLEXE LAVAL ET COMPLEXE STE-ANNE-DES-PLAINES

(OPTION 2: 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 8000 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 750 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 4500 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

Prix total estimatif

\$ _____

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENT LA MACAZA

(PÉRIODE FERME : 1^{er} septembre 2013 au 31 août 2015)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|-----------------------------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 1400 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 100 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 100 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| Prix total estimatif | | | | | \$ _____ |

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada 



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENT LA MACAZA

(OPTION 1: 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 700 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 50 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 50 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

Prix total estimatif

\$ _____

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENT LA MACAZA

(OPTION 2: 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 700 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 50 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 50 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

Prix total estimatif

\$ _____

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada 



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENT PORT-CARTIER

(PÉRIODE FERME : 1^{er} septembre 2013 au 31 août 2015)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|-----------------------------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 300 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 50 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 50 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| Prix total estimatif | | | | | \$ _____ |

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada 



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENT PORT-CARTIER

(OPTION 1: 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 150 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 25 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 25 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

Prix total estimatif

\$ _____

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada



Service correctionnel
Canada

Correctional Service
Canada

BORDEREAU DE SOUMISSION

Réparations de surfaces pavées

ÉTABLISSEMENT PORT-CARTIER

(OPTION 2: 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017)

Il est convenu entre sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le « Tableau des prix unitaires pour le Contrat ». Les prix doivent inclure entre autre, la mobilisation, la démobilisation et le nettoyage:

| Item | Description | Unité de mesure | Prix unitaire | Quantité estimative | Prix estimatif |
|------|--|-----------------|---------------|---------------------|----------------|
| 1. | Réparations de type 1 selon 01 61 00 (Fissure) | m.l. | \$ _____ | 150 | \$ _____ |
| 2. | Réparations de type 2 selon 01 61 00 (Réparation de surface) | m.ca. | \$ _____ | 25 | \$ _____ |
| 3. | Réparations de type 3 selon 01 61 00 (Matériaux granulaires) | m.ca. | \$ _____ | 25 | \$ _____ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

Prix total estimatif

\$ _____

* les quantités estimatives sont indiquées à titre de références aux fins de l'évaluation des soumissions.

Canada 